



IDÉES/

La Grèce à Bruxelles: trois victimes pour une déroute

L'accord conclu entre chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro permet d'échapper au «Grexit». Certes, mais les dommages collatéraux sont inestimables. Une image funeste pour l'Allemagne et l'Europe, mais aussi l'humiliation pour le peuple grec.

Stupéfaction passée, on mesure mieux le désastre: l'accord de Bruxelles a peut-être sauvé provisoirement l'euro, mais à quel prix?

Pauvres Allemands !

Contrairement aux apparences, les Allemands figurent bien parmi les victimes de l'incroyable semaine. La politique d'Angela Merkel est, certes, beaucoup plus subtile que les déclarations calibrées pour son opinion publique. C'est elle qui, avec la France, a permis la conclusion d'un accord auquel on affectait de ne plus croire. Mais, entre l'annonce du référendum grec et l'accord, l'Allemagne a projeté une image de soi peu avenante. Cette image, au mieux d'instituteur tatillon, au pire d'huissier buté, laissera des traces. Il n'en faudrait pas beaucoup plus pour accréditer l'idée d'un pays riche, vieillissant, arc-bouté sur les signes monétaires de sa réussite, insoucieux des conséquences politiques de ses entêtements, et dictant ses exigences à des enfants pas encore au fait du droit des contrats. Injuste peut-être, cette image est prégnante, et s'affirme au pire moment pour le pays. Bénéficiaire d'une position économique et géopolitique centrale en Europe, Berlin est redouté. Et redoute d'être redouté. Nos amis

allemands dénoncent, depuis des années, une germanophobie imaginaire (sauf en Grèce): elle pourrait bien devenir concrète, tant leur pays s'est, ces dernières semaines, identifié à une Europe hors-sol, abstraite, juridique et arrogante, que la Commission elle-même s'effraie désormais d'incarner. Victime collatérale: un couple franco-allemand miné par une croissante divergence des opinions, que les embrassades des leaders peinent à dissimuler.

Pauvres Grecs !

On s'accordera pour dire que la situation grecque a pour origine l'irresponsabilité des gouvernements successifs à Athènes, qu'elle doit être apurée, et qu'un lourd prix est à payer par les Grecs eux-mêmes – ce qu'ils font déjà. Mais fallait-il ce mépris? Traiter les représentants du peuple grec comme des gamins accueillis par faveur à la table des gens sérieux? Se venger du référendum en aggravant les conditions de l'accord? Proposer de gérer hors du contrôle du gouvernement grec les fonds dégagés par les privatisations en les installant au Luxembourg? L'économie grecque doit être recréée – et donc soutenue plutôt qu'assassinée par l'obsession de la rigueur. Pour cela, il faut, certes, la placer sous observation

Il faut, certes, placer l'économie grecque sous observation rapprochée. Mais peut-on pour autant mettre un Etat de l'Union européenne sous tutelle, renouant avec les vieux mandats de la Société des Nations – visant les «peuples non encore capables de se diriger eux-mêmes»?



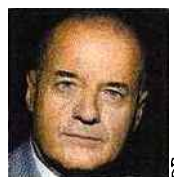
rapprochée. Mais, peut-on pour autant mettre un Etat de l'Union européenne sous tutelle, renouant avec les vieux mandats de la Société des Nations – visant les «*peuples non encore capables de se diriger eux-mêmes*»? Comment se réserver le droit de juger bon tel résultat électoral, de disqualifier telle autre consultation? Qui expliquera clairement à 12 millions d'Européens que leurs institutions nationales ne sont légitimes que si elles agissent sous la dictée? On dit la confiance rompue entre gouvernements? Certes. Mais, c'est en tout sens que fuit cette confiance. En méprisant les «*déviants*» qu'il a élus, c'est le peuple grec qu'on humilie. Et l'humiliation des peuples est la pire des bombes géopolitiques : les Allemands, et quelques autres, pourraient s'en souvenir.

Pauvre Europe!

On s'étonnerait que le monde ne s'étonne pas : 500 millions d'Européens qui prétendent former une union politique, représenter la première puissance commerciale de la planète, fiers de leur culture et de leurs institutions démocratiques, s'échinant à faire rentrer dans le rang une grosse dizaine de millions de Grecs représentant 2% de leur richesse globale – admirable image

de la crédibilité du Vieux Continent. Le tout dans une remarquable cacophonie institutionnelle : Eurogroupe, Commission, Conseil, Parlement un instant réveillé, FMI. Et dans un désordre politique assumé, chacun y allant de ses conditions et de ses refus. Que reste-t-il de cette Europe? L'image d'une entité divisée, aux intérêts et aux projets très divergents – déjà vue dans la pitoyable affaire des migrants méditerranéens; l'image d'une Europe ingouvernable, aux institutions inadaptées; d'une Europe où la culture du compromis soutenue par l'objectif commun laisse place aux intérêts nus et au droit des plus forts. Si c'est cela l'Europe que nous construisons, à quoi bon? suggérait Matteo Renzi voici quelques semaines. Plutôt : pourquoi prétendre qu'elle est autre chose qu'un grand marché, à la britannique, où l'on lutte pour être «le meilleur»? Reste à espérer que la funeste image délivrée à Bruxelles secoue les sociétés européennes; que ces dernières prennent conscience qu'elles peuvent seules repenser un projet pour l'Union. C'est, en tout cas, la seule chance que lui revienne la confiance de peuples qui, au-delà de l'affaire grecque et des intérêts de court terme qu'ils y défendent, s'en éloignent, hélas, de plus en plus. ◆

Par **DOMINIQUE DAVID**



Conseiller du président de l'Institut français des relations internationales (Ifri).



L'ŒIL DE WILLEM

